

LA FAMILLE DU CHEMINOT



Secteur « Politique Familiale »

Familles et développement durable



Préambule

Fin 2009, la Fédération Nationale de La Famille du Cheminot a été invitée, par l'UNAF, à s'associer aux travaux de réflexion du rapport moral et d'orientation 2010-2012 intitulé "*Rien de durable sans les familles*".

Le secteur « Politique Familiale » de La Famille du Cheminot, après la validation par l'Assemblée Générale du 19 mai 2010 de son dernier rapport qui concernait la révision de la loi N°2004-800 sur la bioéthique, s'est attelé à cette nouvelle tâche qui lui a été confiée.

Ces travaux ont pour but :

- d'enrichir la réflexion sur ce nouveau rapport selon la question 1 du dossier UDAF/URAF/Mouvements (annexe 1 page.9)
- rechercher les actions concrètes à mettre en œuvre au niveau de notre association selon la question 2 du dossier UDAF/URAF/Mouvements.

Lors de la réunion de lancement, le secteur a d'abord identifié les "piliers" du développement durable puis a estimé qu'il fallait impérativement prendre en compte une "fondation" pour ces "piliers" : *les familles*.

C'est pourquoi le titre "*Familles et développement durable*" a été retenu pour ces travaux.



Introduction

En 1987 le rapport "Brundtland", du nom de la présidente de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations Unies, mettait en évidence les principes suivants :

- *"Répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins"*
- *"Assurer l'harmonie d'une part entre les êtres humains, d'autre part entre l'humanité et la nature"*

Puis, en 1992, le Sommet de la Terre à la Conférence des Nations Unies pour l'environnement et le développement posait à son tour le concept :

*« Concilier la protection de l'environnement,
le développement économique et l'équité sociale »*

C'est ce que l'on appelle aujourd'hui « *Le développement durable* »

Cette préoccupation est enfin au cœur des débats politiques, économiques et environnementaux et l'engagement des autorités en la matière est devenu une réalité même si on ne peut nier un effet de mode car c'est un sujet porteur.

Ces engagements ne peuvent être efficaces que s'ils sont appliqués à l'échelon planétaire, garantis et contrôlés par les gouvernements et avec le concours des associations.

Mais ce n'est pas suffisant, il faut prendre en considération que le développement durable nécessite une démarche qui demande la participation et la solidarité de tous et qui se décline aussi par des gestes simples au quotidien.

Les familles, lieu principal de l'éducation et de la sensibilisation des enfants, souhaitent pour eux des conditions de vie meilleures et plus respectueuses des ressources. Elles doivent donc prendre toute leur place dans la réflexion collective et dans la mise en œuvre des réponses.

Chacun doit prendre conscience que le développement durable est une démarche qui nécessite la participation et la solidarité de tous en s'appuyant sur les trois « piliers » que sont :

" L'environnement, l'économie et le social "

Enrichir par le constat la réflexion sur le développement durable

Le secteur fait les constats suivants :

CONSTATS MACRO-ECONOMIQUES

- Notre mode de vie est basé sur les matières premières à bas prix, l'accumulation d'objets dont les besoins sont souvent artificiels générant des gâchis écologiques et sociaux.
- Ce qui prédomine très souvent, c'est la recherche maximale du profit, des marges et du prix le plus bas : le cycle infernal du « toujours moins cher ».
- Il est nécessaire de moraliser l'économie et d'orienter les décideurs vers des "investissements verts " par des mesures soit incitatives, soit coercitives.

Des actions possibles :

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a publié le 21/02/2011 un rapport sur « l'économie verte » qui tend à prouver qu'il n'y a pas à choisir entre croissance et environnement.

Selon les modèles étudiés, si on investit les 2% du PIB plutôt dans des secteurs tels que le recyclage des déchets, les énergies renouvelables, les forêts, le bâtiment et les transports, les taux de croissance deviennent similaires à terme mais avec un impact très différent sur les ressources naturelles :

- o Développer les énergies renouvelables pour soulager le milliard et demi de personnes n'ayant pas accès à l'électricité (3 milliards d'euros sont dépensés par an en Afrique en kérosène pour l'éclairage)
- o En France, implanter des unités de méthanisation utilisant lisiers, fumiers et déchets de culture et développer des prairies capables de retenir l'azote pour diminuer la quantité de nitrate dans les sols, réduire la propagation d'algues vertes et réduire les importations de soja.
- o Relancer l'équilibre des territoires (alterner prairies, haies, talus, parcelles cultivées et forêts) pour piéger nitrates et pesticides, prévenir l'érosion des sols, limiter les effets de crues et servir de puits de carbone.

Comme le souligne ce rapport « *ce sont les populations les plus pauvres qui dépendent le plus des écosystèmes* » .

CONSTATS MICRO-ECONOMIQUES

- Il apparaît nécessaire d'harmoniser le tri sélectif dans ses modes de représentation (couleur des poubelles) et son fonctionnement (matériaux à trier sous quelle forme et quel conditionnement).
- Les familles ont une énorme légitimité à s'emparer du sujet puisqu'il s'agit de l'avenir des enfants.

- Les familles sont concernées à tous les niveaux, car dès que l'on commence à faire attention à son mode de vie quotidien, des efforts sont réalisables dans de nombreux domaines.

Actions possibles

- o Des éco gestes pour changer la manière de se chauffer, s'éclairer, se déplacer, consommer, acheter ou encore recycler au lieu de jeter, sont des actes individuels qui contribuent au respect de l'environnement au quotidien :
 - être économe en énergie et sur la réduction des consommations d'eau.
 - pratiquer le tri sélectif et permettre le recyclage.
 - privilégier l'achat de produits alimentaires (bio, équitable, de proximité), de produits d'entretien écologiques de types écoproduits.

PISTES D'AMELIORATION

Développer d'avantage le tri sélectif :

- o *2 Français sur 3 déclarent le faire quotidiennement.*
- o *23% des emballages triés sont refusés.*
- o *1 papier sur 2 est trié et donc recyclé.*
- o *24% des emballages plastiques sont recyclés.*
- o *A N'Djamena (Tchad), en alliant (forte) répression et pédagogie de proximité, les sacs plastiques ont été éradiqués du marché central en un an.*

Etre économe en énergie :

- o *Faciliter la production individuelle et locale en énergie renouvelable.*

Sélectionner l'achat de produits alimentaires (dans la mesure du possible) :

- o *préférer les produits locaux et de saison (au niveau des familles et des collectivités)*
- o *utiliser les réseaux Amap (Association pour le maintien d'une exploitation paysanne) et dans le futur, Espar (pêche)*

Privilégier l'achat de produits d'entretien écologiques :

- o *5% seulement des matières premières de la chimie sont d'origine végétale (bois ou plantes) mais il existe depuis 2009 un détergent, désinfectant d'origine végétale, non toxique et biodégradable à 100%.*

CONSTATS GENERAUX

- Les champs d'action possibles ne manquent pas, que ce soit en matière de déplacements, de logement, d'énergie, de déchets, de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de santé au travail et de biodiversité, etc.
- Notre société de consommation nous pousse à produire plus, consommer plus, accumuler toujours davantage de biens matériels sans nous poser de questions.

Enrichir cette réflexion, c'est avoir le souci du bien commun plutôt que la recherche du profit individuel et de la rentabilité immédiate.

Les solutions se feront jour en partant de la communauté vers le particulier.

Enrichir par le choix d'actions la réflexion sur le développement durable

TABLEAU DECLINANT DES ACTIONS QUE PEUVENT REALISER LES FAMILLES :

La liste des actions utiles et nécessaires s'est vite révélée sans fin. Vouloir la rendre exhaustive et précise était illusoire tant il y a à faire !

Aussi, le secteur a réalisé ce tableau qui synthétise sous les trois « piliers » du développement durable, les actions que peuvent mener les familles dans trois domaines de la vie de tous les jours.

ENVIRONNEMENT	ECONOMIE	SOCIAL
ALIMENTATION		
<ul style="list-style-type: none"> - Réduire les déchets non valorisables. - Inciter à diminuer les emballages et en avoir des recyclables (sacs en papier par exemple) - Utiliser des matériaux recyclables dès que possible. - Harmoniser le tri sélectif. - Replanter des arbres. 	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser pécuniairement les produits biologiques en les détaxant. - Diminuer les promotions « hors saison » et les produits jetables. - Uniformiser la gestion des déchets au niveau des pouvoirs publics. - Réutiliser les produits recyclables. 	<ul style="list-style-type: none"> - Eduquer les enfants à consommer mieux (moins de déchets) - Respect des normes du Bureau International du Travail. - Création d'un « label social » - Insister sur la formation et l'information.
LOGEMENT		
<ul style="list-style-type: none"> - Choisir si possible une habitation par rapport à son isolation et son orientation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Analyser de façon pertinente les éco prêts. - Accorder des bonus aux familles qui consomment bien et juste ce qu'il faut. 	<ul style="list-style-type: none"> - Apprendre les bonnes habitudes pour éviter le gaspillage (eau, chauffage, ...)
DEPLACEMENT		
<ul style="list-style-type: none"> - Inciter à limiter les déplacements et à utiliser des énergies propres. 	<ul style="list-style-type: none"> - Accorder des crédits d'impôts aux personnes qui se déplacent avec des énergies propres. 	<ul style="list-style-type: none"> - Apprendre aux usagers à utiliser les moyens de locomotion appropriés (transport en commun, covoiturage, deux roues, marche, ...) privilégiant l'économie et l'écologie.

Recherche d'actions concrètes applicables à la Fédération de la Famille du Cheminot

Le secteur est bien conscient qu'aucune action n'est du seul ressort de la Fédération.

Elle ne peut avoir qu'un rôle de partenaire et ne peut pas se substituer aux collectivités locales, territoriales, etc.

Aussi doit-elle, tout d'abord, se poser ces questions concrètes :

- ⇒ Est-il possible de s'engager dans une démarche de tri sélectif pour les sites de Charavines et Montpezat ?
- ⇒ Est-ce que des containers (autres que ceux qui existent pour le verre) peuvent être mis en place ?
- ⇒ Existe-t-il des documents explicatifs pour aider les séjournant de ces sites ?
- ⇒ Existe-t-il des « ambassadeurs du tri » dans ces deux communes ? Si oui, peuvent-ils passer sur nos sites ?
- ⇒ Peut-on simplifier la procédure de tri à Charavines qui est considérée trop contraignante (trop de types de déchets à gérer) comme certains témoignages l'indiquent ?
- ⇒ Un plan de tri précis a-t-il été mis en place par la mairie de Montpezat ? Si oui, est-il applicable sur notre site ?
- ⇒ Pour le site du siège de la Fédération, comment faire avancer les choses entre les différents intervenants (Mairie de Paris, propriétaire du site, les autres associations locataires) ?
- ⇒ Peut-on envisager que les trois sites (Charavines, Montpezat et le siège de la Fédération) servent de points de collecte (bouchons et piles usagées, ...) ?

CONCLUSION

Le secteur « Politique Familiale » de la Famille du Cheminot a constaté lors de ses travaux que les familles, les citoyens, ont compris qu'ils pouvaient être acteurs dans le développement durable.

Bien sûr, des améliorations sont nécessaires mais elles ne doivent pas reposer seulement sur les « citoyens-consommateurs »

Les industriels doivent, entre autre, s'attaquer à la problématique du conditionnement : produits jetables en tout genre, individualisation des portions par « uni doses » de toutes sortes et de toutes natures.

Les pouvoirs publics doivent être plus ambitieux (le Grenelle de l'environnement vise 7% de réduction des déchets en cinq ans alors que l'Ademe montre qu'il est possible de les réduire de 39%), plus coercitifs (suppression du suremballage, du sac plastique, et mise en œuvre d'une contribution obligatoire à « Eco-Emballage ») et surtout plus cohérents dans leurs choix (photovoltaïque, énergie renouvelable.....)

L'évolution des modes de production et de consommation, l'harmonisation des lois et des réglementations, l'incitation financière et, si nécessaire, la contrainte à des efforts individuels et collectifs par des mesures coercitives, sont des leviers pour que le "Développement durable" devienne une réalité.

Les familles le demandent et sont prêtes à jouer leur rôle.

